**Loi fédérale
sur l'assurance-invalidité
(LAI) (6^e révision de l'AI, deuxième volet)**

Modification du ...

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu le message du Conseil fédéral du¹,
arrête:*

I

La loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité² est modifiée comme suit:

Art. 3, al. 1^{bis}, dernière phrase (nouvelle)

^{1bis}L'art. 9^{bis} LAVS est applicable par analogie.

Art. 3a Principe

¹ La détection précoce a pour but de prévenir l'invalidité (art. 8 LPGA) de personnes qui sont en incapacité de travail (art. 6 LPGA) ou menacées de l'être.

² *Ne concerne que le texte allemand*

Art. 3b, al. 2, let. g, 2^{bis} (nouveau) et 3

² Sont habilités à faire une communication :

- g. l'assurance-accidents au sens de l'art. 58 de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents (LAA)³ ;

^{2bis} Le Conseil fédéral peut habiliter à faire une communication d'autres personnes ou institutions à même de connaître la situation de l'assuré.

RS

¹ FF

² RS **831.20**

³ RS **832.20**

³ La personne ou l'institution qui procède à une communication en informent au préalable l'assuré.

Art. 7, al. 2, let. d

Il s'agit en particulier :

- d. de traitements médicaux au sens des art. 25 LAMa⁴, 10 LAA⁵ et 16 de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire (LAM)⁶.

Art. 7c, al. 2 (nouveau)

² Lorsque l'office AI met en œuvre des mesures d'intervention précoce ou de réadaptation, il invite l'employeur à ne pas résilier les rapports de travail avec l'assuré sans en avoir discuté au préalable avec l'office AI.

Titre précédant l'art. 7c^{bis}

A^{bis}. Conseils et suivi axés sur la réadaptation

Art. 7c^{bis} (nouveau)

¹ L'office AI peut, à la demande d'un assuré ou d'un employeur, fournir des conseils et un suivi axés sur la réadaptation lorsque le maintien d'un assuré à son poste de travail est menacé pour des raisons de santé.

² Nul ne peut se prévaloir d'un droit à ces prestations.

Titre précédant l'art. 7c^{ter}

A^{ter}. Aptitude à la réadaptation

Art. 7c^{ter} (nouveau) Principe

Est réputé apte à la réadaptation l'assuré qui, en dépit d'atteintes à sa santé, peut objectivement suivre avec de bonnes chances de succès des mesures d'intervention précoce ou de réadaptation.

Art. 7c^{quater} (nouveau) Evaluation

¹ L'aptitude à la réadaptation est déterminée par l'office AI, en principe au moyen d'une évaluation interprofessionnelle. Ne sont pris en compte que des critères médicaux et professionnels.

² L'évaluation interprofessionnelle sert à:

- a. déterminer le besoin de réadaptation;

⁴ RS 832.10

⁵ RS 832.20

⁶ RS 833.1

- b. évaluer le succès possible de mesures d'intervention précoce et de réadaptation, et
- c. planifier les mesures de réadaptation appropriées à l'assuré.

Art. 14, al. 2^{bis} et 2^{ter} (nouveaux)

^{2bis} L'assuré a droit au remboursement des frais de voyage supplémentaires, dus spécifiquement à son handicap, jusqu'à l'organe d'exécution et retour.

^{2ter} Le Conseil fédéral peut édicter des dispositions précisant le remboursement des frais visés à l'al.2^{bis}, mais générés à l'étranger.

Art. 14a, al. 2^{bis} (nouveau), 3 et 5

^{2bis} L'assurance prend à sa charge les frais de nourriture et de logement, ainsi que les frais de voyage jusqu'à l'organe d'exécution et retour de l'assuré qui participe à des mesures de réinsertion.

³ Les mesures de réinsertion peuvent être accordées plusieurs fois.

⁵ Les mesures qui ont lieu en entreprise sont adoptées et mises en œuvre en étroite collaboration avec l'employeur. L'assurance peut lui verser une contribution. Le Conseil fédéral fixe le montant, la durée et les modalités du versement de celle-ci.

Art. 17, al. 3 (nouveau)

³ L'assurance prend à sa charge les frais de nourriture et de logement, ainsi que les frais de voyage jusqu'à l'organe d'exécution et retour de l'assuré qui participe à un reclassement.

Art. 21, al. 2^{bis} (nouveau)

^{2bis} L'assurance prend à sa charge les frais de voyage de l'assuré jusqu'au centre de remise des moyens auxiliaires et retour.

Art. 22, al. 1

¹ L'assuré a droit à une indemnité journalière pendant l'exécution des mesures de réadaptation prévues à l'art. 8, al. 3, si celles-ci l'empêchent d'exercer une activité lucrative durant trois jours consécutifs au moins, ou s'il présente, dans son activité lucrative, une incapacité de travail (art. 6 LPG) de 50 % au moins.

Art. 28 Principe

¹ L'assuré a droit à une rente aux conditions suivantes:

- a. ne concerne que le texte allemand

- a^{bis} son aptitude à la réadaptation au sens de l'art. 7c^{ter} ne peut plus être améliorée ni par des traitements médicaux au sens des art. 25 LAMal⁷, 10 LAA⁸ et 16 LAM⁹, ni par des mesures d'intervention précoce ou de réadaptation;
- b. ne concerne que le texte allemand
- c. ne concerne que le texte allemand

² Abrogé

Art. 28a, al. 1, Ibis (nouveau) et 4 (nouveau)

¹ L'art. 16 LPGA s'applique à l'évaluation de l'invalidité des assurés exerçant une activité lucrative.

^{1bis} Un revenu d'invalidité inférieur à 20 % du revenu sans invalidité n'est pris en considération que si l'évaluation de l'invalidité se base sur un revenu effectivement perçu.

⁴ Le Conseil fédéral fixe le revenu déterminant pour l'évaluation de l'invalidité ainsi que les déductions et les suppléments possibles.

Art. 28b Détermination de la quotité de la rente (nouveau)

¹ La quotité de la rente est déterminée en fonction du taux d'invalidité.

² Un taux d'invalidité de 40 % donne droit à 25 % d'une rente entière.

³ Chaque pourcent supplémentaire du taux d'invalidité augmente le droit à la rente de 1,25 % d'une rente entière.

Art. 30^{bis} Modification notable du taux d'invalidité (nouveau)

Est réputée notable au sens de l'art. 17 LPGA¹⁰ une modification du taux d'invalidité d'au moins 5 points de pourcentage.

Art. 31, al. 1

Abrogé

Art. 38, al. 1 et 1^{bis} (nouveau)

¹ La rente pour enfant s'élève à 30 % de la rente d'invalidité correspondant au revenu annuel moyen déterminant.

^{1bis} Si les deux parents ont droit à une rente pour enfant, le montant de celle-ci équivaut à 22,5 % de chacune de leurs rentes d'invalidité avant la réduction prévue à l'art. 35 LAVS.

⁷ RS 832.10

⁸ RS 832.20

⁹ RS 833.1

¹⁰ RS 830.1

Art. 38^{bis}, al. 3

Abrogé

Art. 42, al. 4 et 4^{bis} (nouveau)

⁴ L'allocation pour impotent est octroyée au plus tôt à la naissance et au plus tard à la fin du mois au cours duquel l'assuré a fait usage de son droit de percevoir une rente anticipée, conformément à l'art. 40, al. 1, LAVS¹¹, ou du mois au cours duquel il a atteint l'âge de la retraite.

^{4bis} Le droit à une allocation pour impotent naît lorsque l'assuré a présenté une impotence de degré faible au moins durant une année sans interruption notable, sous réserve des règles applicables aux assurés de moins d'un an (art. 42^{bis}, al. 3).

Art. 51

Abrogé

Art. 54a Services médicaux régionaux (nouveau)

¹ Les offices AI mettent en place des services médicaux régionaux (SMR) interdisciplinaires. Le Conseil fédéral délimite les régions après avoir consulté les cantons.

² Les SMR évaluent en particulier:

- a. les conditions médicales du droit aux prestations;
- b. le caractère raisonnablement exigible des mesures de réadaptation;
- c. les aspects médicaux de l'aptitude à la réadaptation avant, pendant et après l'exécution des mesures d'intervention précoce et de réadaptation.

³ Seule l'évaluation définitive du SMR est déterminante pour l'office AI lorsqu'il s'agit d'établir la capacité fonctionnelle de l'assuré à exercer une activité lucrative ou à accomplir ses travaux habituels dans une mesure qui peut être raisonnablement exigée de lui.

⁴ Les SMR sont indépendants dans l'évaluation médicale des cas d'espèce.

Art. 57, al. 1, let. d et i (nouvelle)

¹ Les attributions des offices AI sont notamment les suivantes:

- d. fournir des conseils et un suivi axés sur la réadaptation et pourvoir à l'orientation professionnelle et à la recherche d'emplois;
- i. conseiller en matière d'assurance-invalidité, et en particulier de réadaptation, les personnes et les institutions habilitées à faire une communication (art. 3b).

¹¹ RS 831.10

Art. 57a, al. 1^{bis} et 3 (nouveaux)

^{1bis} Les décisions relatives à la suspension des prestations à titre provisionnel (art. 52a LPGA) sont prises sans préavis.

³ Les parties peuvent faire part de leurs observations sur le préavis dans un délai de 30 jours.

Art. 59, titre

Organisation et procédure

Al. 2 et 2^{bis}

Abrogés

Art. 60, al. 1, let. b et c

1 Les attributions des caisses de compensation sont notamment les suivantes:

- b. calculer le montant des rentes, des indemnités journalières et des allocations pour frais de garde et d'assistance ;
- c. verser les rentes, les indemnités journalières, les allocations pour frais de garde et d'assistance et les allocations pour impotent des assurés majeurs.

Art. 66 Dispositions applicables de la LAVS

A moins que la présente loi n'en dispose autrement, les dispositions de la LAVS¹² concernant le traitement des données personnelles, les employeurs, les caisses de compensation, le règlement des comptes et des paiements, la comptabilité, la révision des caisses et les contrôles des employeurs, la couverture des frais d'administration, la prise en charge des coûts et des taxes postales, la Centrale de compensation et le numéro d'assuré sont applicables par analogie. La responsabilité pour les dommages est régie par l'art. 78 LPGA¹³ et, par analogie, par les art. 52, 70 et 71a LAVS.

Variante 1

Art. 79b Garantie de l'état du Fonds de compensation de l'AI (nouveau)

¹ Si les avoirs du Fonds de compensation de l'AI en liquidités et en placements sont inférieurs, à la fin de l'année comptable, au seuil de 40 % des dépenses annuelles, le Conseil fédéral prend les mesures suivantes:

- a. il relève le taux de cotisation prévu à l'art. 3, al. 1, de 0,2 point de pourcentage au maximum et, de manière correspondante, la cotisation fixée à l'art. 3, al. 1^{bis} ;

¹² RS 831.10

¹³ RS 830.1

- b. il soumet à l'Assemblée fédérale, dans un délai d'un an à compter du relèvement des taux de cotisation, les modifications de loi nécessaires pour rétablir l'équilibre financier.

² Les mesures selon l'al. 1, let. a, sont limitées jusqu'à ce que le seuil de 50 % des dépenses annuelles soit à nouveau atteint.

Variante 2

Art. 79b Garantie de l'état du Fonds de compensation de l'AI (*nouveau*)

¹ Si les avoirs du Fonds de compensation de l'AI en liquidités et en placements sont inférieurs, à la fin de l'année comptable, au seuil de 40 % des dépenses annuelles, le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale, dans un délai d'un an, les modifications de loi nécessaires pour rétablir l'équilibre financier.

² Si les avoirs du Fonds de compensation de l'AI en liquidités et en placements sont inférieurs, à la fin de l'année comptable, au seuil de 30 % des dépenses annuelles, le Conseil fédéral prend les mesures suivantes:

- a. il relève le taux de cotisation prévu à l'art. 3, al. 1, de 0,3 point de pourcentage et, de manière correspondante, la cotisation fixée à l'art. 3, al. 1^{bis};
- b. il réduit linéairement les rentes de 5 % et règle la coordination consécutive à la réduction linéaire des rentes.

³ Les mesures selon l'al. 2 sont limitées jusqu'à ce que le seuil de 50 % des dépenses annuelles soit à nouveau atteint.

II

Dispositions finales de la modification du ... (6^e révision de l'AI, deuxième volet)

a. Adaptation des rentes en cours

¹ Les rentes en cours qui correspondent à un taux d'invalidité d'au moins 50 % sont adaptées dans les trois ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente modification, l'ordre des révisions étant réglé selon l'âge des bénéficiaires, en commençant par les plus jeunes.

² Aucune adaptation de rente au sens de l'al. 1 ne peut avoir lieu durant la période où l'assuré a droit ou pourrait avoir droit à une prestation transitoire au sens de l'art. 32¹⁴. Une adaptation de la rente en cours intervient dans ce cas:

- a. si l'assuré a droit à une prestation transitoire au sens de l'art. 32¹⁵, en même temps que la procédure de réexamen du taux d'invalidité, conformément à l'art. 34¹⁶;

¹⁴ FF 2010 1765

¹⁵ FF 2010 1765

¹⁶ FF 2010 1765

- b. si l'assuré n'a finalement pas droit à une prestation transitoire au sens de l'art. 32¹⁷ et que l'adaptation prévue à l'al. 1 aurait pu avoir lieu durant le délai de trois ans prévu à cet article, au terme de ce délai.

b. Droits acquis pour les bénéficiaires de rente de plus de 55 ans

Les rentes servies aux assurés ayant 55 ans révolus à l'entrée en vigueur de la présente modification sont régies par l'ancien droit.

c. Adaptation des rentes pour enfant en cours

Les rentes pour enfant en cours sont adaptées le jour où la présente modification entre en vigueur.

d. Désendettement de l'assurance

¹ Pour rembourser sa dette envers l'AVS, l'assurance verse annuellement au Fonds de compensation de l'AVS la part des avoirs du Fonds de compensation de l'AI en liquidités et en placements excédant, en fin d'exercice, le seuil de 50 % des dépenses annuelles.

² Il n'y a pas de remboursement lorsque les avoirs du Fonds de compensation de l'AI en liquidités et en placements sont, en fin d'exercice, inférieurs à 50 % des dépenses annuelles.

III

La modification du droit en vigueur est réglée en annexe.

IV

¹ La présente loi est sujette au référendum.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

¹⁷ FF 2010 1765

Modification du droit en vigueur

Les lois mentionnées ci-après sont modifiées comme suit:

1. Loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative¹⁸

Art. 1, al. 3

³ Seuls les art. 34 à 38 et 61, al. 2 et 3, concernant la notification des décisions, et l'art. 55, al. 2 et 4, concernant le retrait de l'effet suspensif, s'appliquent à la procédure devant les autorités cantonales de dernière instance qui ne statuent pas définitivement en vertu du droit public fédéral.

2. Loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales¹⁹

Art. 25, al. 2

² Le droit de demander la restitution s'éteint trois ans après le moment où l'institution d'assurance a eu connaissance du fait, mais au plus tard cinq ans après le versement de la prestation. Si la créance naît d'un acte punissable pour lequel le droit pénal prévoit un délai de prescription plus long, celui-ci est déterminant.

Art. 42 Droit d'être entendu

Les parties ont le droit d'être entendues. Il n'est pas nécessaire de les entendre avant une décision au sens de l'art. 52a ni avant une décision sujette à opposition.

Art. 45, al. 4 (nouveau)

⁴ L'assureur peut porter les frais supplémentaires que la lutte contre la perception indue de prestations lui a occasionnés à la charge de l'assuré si celui-ci:

- a. a revendiqué indûment une prestation de l'assurance, ou
- b. a activement contribué à ce qu'une prestation de l'assurance lui soit indûment octroyée.

¹⁸ RS 172.021

¹⁹ RS 830.1

Art. 49a Retrait de l'effet suspensif (*nouveau*)

L'assureur peut, dans sa décision, prévoir qu'un recours éventuel n'aura pas d'effet suspensif, même si la décision porte sur une prestation pécuniaire.

Art. 52a Suspension des prestations à titre provisionnel (*nouveau*)

L'assureur peut suspendre le versement de prestations à titre provisionnel:

- a. lorsqu'il soupçonne que les prestations sont indûment perçues, ou
- b. lorsqu'il présume que leur restitution risque d'être impossible.

3. Loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants²⁰*Art. 35^{ter}* 4. Rente pour enfant (*nouveau*)

¹ La rente pour enfant s'élève à 30 % de la rente de vieillesse correspondant au revenu annuel moyen déterminant.

² Si les deux parents ont droit à une rente pour enfant, le montant de celle-ci équivaut à 22,5 % de chacune de leurs rentes de vieillesse avant la réduction prévue à l'art. 35.

Art. 97

Abrogé

Disposition transitoire de la modification du ...

(6^e révision de l'AI, deuxième volet)

Adaptation des rentes pour enfant en cours

Les rentes pour enfant en cours sont adaptées le jour où la présente modification entre en vigueur.

²⁰ RS 831.10

4. Loi fédérale du 13 juin 2008 sur l'assainissement de l'assurance-invalidité²¹

Art. 2, al. 2

Abrogé

5. Loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires²²

Art. 27

Abrogé

6. Loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité²³

Art. 24, al. 1

¹ L'assuré a droit à une rente d'invalidité entière s'il est invalide à raison de 100 % au sens de l'AI. Si son taux d'invalidité est inférieur à 100 %, mais d'au moins 40 %, il a droit à une rente dont le pourcentage correspond à celui du taux d'invalidité.

Disposition transitoire de la modification du ...

(6^e révision de l'AI, deuxième volet)

Rente d'invalidité en cours

¹ Les rentes d'invalidité octroyées avant l'entrée en vigueur de la présente modification sont régies par l'ancien droit, sous réserve des al. 2 et 3.

² Si, après l'entrée en vigueur de la présente modification, une révision de la rente modifie notablement le taux d'invalidité au sens de l'AI, la rente d'invalidité est régie dès cette date par l'art. 24, al. 1, dans la version de la modification du ..., à moins:

- a. que l'AI ne renonce à adapter la rente, conformément à la let. b des dispositions finales de la modification de la LAI du ... (Droits acquis pour les bénéficiaires de rente de plus de 55 ans),

²¹ RS 831.27

²² RS 831.30

²³ RS 831.40

- b. que l'application de l'art. 24, al. 1, modifié ne donne droit, en cas d'augmentation du taux d'invalidité, à une rente d'un montant inférieur, ou
- c. que l'application de l'art. 24, al. 1, modifié ne donne droit, en cas de diminution du taux d'invalidité, à une rente d'un montant supérieur.

³ Une adaptation au sens de l'al. 2 est différée pendant la période où l'assurance est maintenue provisoirement, conformément à l'art. 26a²⁴.

7. Loi du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage²⁵

Art. 88, al. 2^{bis} et 3

^{2bis} Les frais supplémentaires occasionnés au contrôle des employeurs par la perception ou la tentative de perception induite de prestations sont à la charge de l'employeur qui l'a commise.

³ Le droit à réparation se prescrit trois ans après que l'organe de compensation a eu connaissance du dommage, dans tous les cas cinq ans après la survenance du dommage. Ces délais peuvent être suspendus. L'employeur peut renoncer à l'exception de la prescription.

²⁴ FF 2010 1765

²⁵ RS 837.0